

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE**VILLE DE BASSE-TERRE**

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX DE LA VILLE DE BASSE-TERRE RÉGLEMENTANT LA CIRCULATION DES VÉHICULES À LA RUE EMILIO MARTINI À BASSE-TERRE, AFIN DE PERMETTRE À L'ENTREPRISE « TP JANKY » REPRÉSENTÉE PAR MONSIEUR DIDIER JANKY, SISE ROUTE DE NORA COCOYER – 97160 LE MOULE, D'ENTREPRENDRE DES TRAVAUX DE DECONSTRUCTION ET DEMOLITION D'ATELIERS ET DE GARAGES SUR LA PARCELLE AI459, À PARTIR DU LUNDI 17 OCTOBRE 2022 JUSQU'AU MARDI 15 NOVEMBRE 2022 DE 07 HEURES 00 À 17 HEURES 00.

Le Maire de la Ville de BASSE-TERRE, Monsieur André ATALLAH ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2213-1 et suivants ;

VU le Code de la Route, notamment l'article R 411-2 et suivants ;

VU le Code de la voirie routière ;

VU le Code pénal ;

VU la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux Polices Municipales ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

CONSIDERANT la demande arrivée par mail le 11 Octobre 2022, par laquelle l'entreprise « **TP JANKY** » représentée par Monsieur Didier JANKY, sise Route de Nora Cocoyer – 97160 LE MOULE, sollicite un **arrêté réglementant la circulation à la route Emilio MARTINI** à Basse-Terre, afin d'entreprendre des travaux de déconstruction et démolition d'ateliers et de garages sur la parcelle AI459, **à partir du Lundi 17 Octobre 2022 jusqu'au Mardi 15 Novembre 2022 de 07 heures 00 à 17 heures 00.**

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : autorise l'Entreprise « **TP JANKY** » à entreprendre des travaux de déconstruction et démolition d'ateliers et de garages sur la parcelle AI459, à la rue Emilio MARTINI à BASSE-TERRE, **à partir du Lundi 17 Octobre 2022 jusqu'au Mardi 15 Novembre 2022 de 07 heures 00 à 17 heures 00**, la circulation sera règlementée selon les dispositions particulières suivantes :

- Empiètement de la chaussée sur 1 mètre de large

ARTICLE 2 : L'entreprise « **TP JANKY** » en charge de la réalisation des travaux de déchargement devra mettre en place la main d'œuvre nécessaire pour installer un dispositif de signalisation (panneaux de type AK3, AK5, B3, B14, B31, KC1 et K10 barrières, bandes) pour matérialiser ces dispositifs.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe, dans un délai de DEUX (2) mois, à compter de sa notification, de son affichage et/ou sa publication.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté devra être notifié, affiché et publié conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Les droits des tiers seront et demeureront préservés conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur des Infrastructures et du développement durable du Territoire de la Ville de Basse-Terre ; Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de BASSE-TERRE ; Monsieur le Commandant de Police Nationale de BASSE-TERRE et toutes personnes placées sous leur autorité, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation à Madame la Cheffe du Centre Principal de Secours de la Région BASSE-TERRE.

Basse-Terre, le 18 OCT. 2022

Certifie exécutoire compte tenu

De sa notification, le 18 OCT. 2022

De son affichage et/ou sa publication, le 18 OCT. 2022

Fait à Basse-Terre, le 18 OCT. 2022

P/le Maire, André ATALLAH
Le Conseiller Municipal,
Délégué à la Sécurité Publique,

Jean-François ISSA

P/le Maire, André ATALLAH
Le Conseiller Municipal,
Délégué à la Sécurité Publique,

Jean-François ISSA